

## ACTUALITE

### La valeur des exportations d'hydrocarbures de l'Algérie a chuté de près de 32% au quatrième trimestre 2014

Dans une note sur les tendances monétaires et financières au cours du quatrième trimestre 2014, la **Banque d'Algérie** souligne que la valeur des exportations d'hydrocarbures de l'Algérie est passée de \$16,83 milliards à **\$11,49 milliards** entre les quatrième trimestres 2013 et 2014. Cette chute de 31,7% est bien sûr la conséquence directe de la très forte baisse des prix du brut à partir de l'été 2014, qui frappe durement tous les pays producteurs de pétrole.



Sur l'ensemble de l'année 2014, la valeur des exportations d'hydrocarbures était de **\$58,34 milliards**, contre \$63,66 milliards en 2013, soit un recul de 8,3%. Le prix du brut algérien était de **\$109,92 par baril** au cours du premier semestre 2014, de **\$100,97/b** au troisième trimestre et de **\$77,06/b** au dernier trimestre de l'an dernier. Et le niveau des prix sera encore nettement plus bas en 2015.

Autre mauvaise nouvelle, les importations de l'Algérie ont poursuivi leur progression de ces dernières années pour atteindre **\$59,44 milliards** en 2014, contre \$54,99 milliards en 2013 (+8,1%). Les chiffres publiés par la Banque d'Algérie montrent d'ailleurs que les importations étaient quasiment égales aux exportations l'an dernier (**\$60,04 milliards** pour les exportations en 2014, soit -7,2% sur 2013), ce qui constitue une tendance très inquiétante pour l'avenir.

L'impact de la chute des prix du pétrole a été important sur la position extérieure de l'Algérie en 2014. Toujours selon la Banque d'Algérie, l'excédent commercial n'était que de **\$0,59 milliard** l'an dernier, contre \$9,73 milliards en 2013. Le niveau de 2014 est le plus faible depuis 1998, a rappelé la Banque. Au cours du quatrième trimestre 2014, l'excédent s'est même transformé en déficit (-\$2,39 milliards). Pour l'ensemble de 2014, le déficit du compte courant de la balance des paiements était de **\$9,11 milliards**, dont \$4,58 milliards au cours du seul quatrième trimestre. Par contre, le compte capital s'est redressé avec un excédent de **\$3,23 milliards** en 2014 alors que l'exercice 2013 s'était soldé par un déficit de \$0,87 milliard. Au total, la balance globale des paiements de l'Algérie a accusé un déficit de **\$5,88 milliards** l'an dernier. La liste des mauvaises nouvelles n'est pas tout à fait complète car il faut y ajouter la diminution des réserves officielles de change (or exclu) à **\$178,94 milliards** à la fin décembre 2014, contre \$194 milliards à la fin 2013 (-7,8% en un an) et \$193,27 milliards à la fin juin 2014.

Il y a cependant quelques bonnes nouvelles même si elles sont très loin de compenser les mauvaises. Les exportations hors hydrocarbures ont progressé de 61% à \$1,69 milliard en 2014 (elles ne représentaient que 2,8% des exportations algériennes l'an dernier), contre \$1,05 milliard en 2013; les importations d'énergie et de lubrifiants ont chuté de 34,9% à \$2,69 milliards (\$4,14 milliards en 2013); et la dette extérieure reste très faible (**\$3,73 milliards** à la fin 2014).

La Banque d'Algérie se veut rassurante en expliquant que le niveau des réserves de change est "adéquat" au regard de la faiblesse de la dette extérieure. "*Cette position financière extérieure nette appréciable à la fin 2014 devrait contribuer à atténuer l'effet du choc financier en 2015*". La Banque ajoute que les entreprises du secteur des hydrocarbures et les banques ont un endettement très faible

### Les 10èmes JST de la Sonatrach

Les 10<sup>èmes</sup> Journées Scientifiques et Techniques (JST) de la Sonatrach se tiendront au Centre des Conventions d'Oran du 5 au 8 octobre 2015, de même que la deuxième édition d'*ExpoSciences*. Le thème est le suivant : "La technologie, une réponse aux défis énergétiques d'aujourd'hui et du futur".

en devises, ce qui limite l'impact des conséquences financières du choc externe [la chute des prix du pétrole]. Mais elle lance un avertissement clair: "*si le choc externe venait à perdurer, la résilience de la position extérieure de l'Algérie pourrait rapidement s'éroder, d'autant que le niveau très élevé des importations est non soutenable et constitue un risque additionnel pour la balance des paiements extérieurs sur le moyen terme*".

Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que l'Algérie poursuive activement ses contacts avec de nombreux autres pays producteurs de pétrole, qu'ils soient ou pas membres de l'OPEP. Selon le **ministère de l'Energie**, des messages du président Abdelaziz Bouteflika en ce sens ont été transmis à ce jour à l'**Angola**, à l'**Arabie Saoudite**, à l'**Azerbaïdjan**, à la **Colombie**, au **Congo**, au **Gabon**, à la **Guinée Équatoriale**, au **Kazakhstan**, au **Mexique**, au **Nigeria**, à **Oman** et à la **Russie**. L'objectif est de contribuer à la recherche d'un compromis au sein de l'OPEP et entre l'OPEP et certains pays non-OPEP. On relève d'ailleurs que les Etats non-OPEP représentent les trois quarts (neuf sur douze) des pays cités par le ministère de l'Energie.

La prochaine réunion de la Conférence ministérielle de l'OPEP est prévue pour le début juin à Vienne. Lors de la précédente Conférence, à la fin novembre 2014, l'OPEP avait refusé de réduire son plafond de production en dépit de la chute des cours du brut, ce qui avait contribué à accélérer celle-ci.

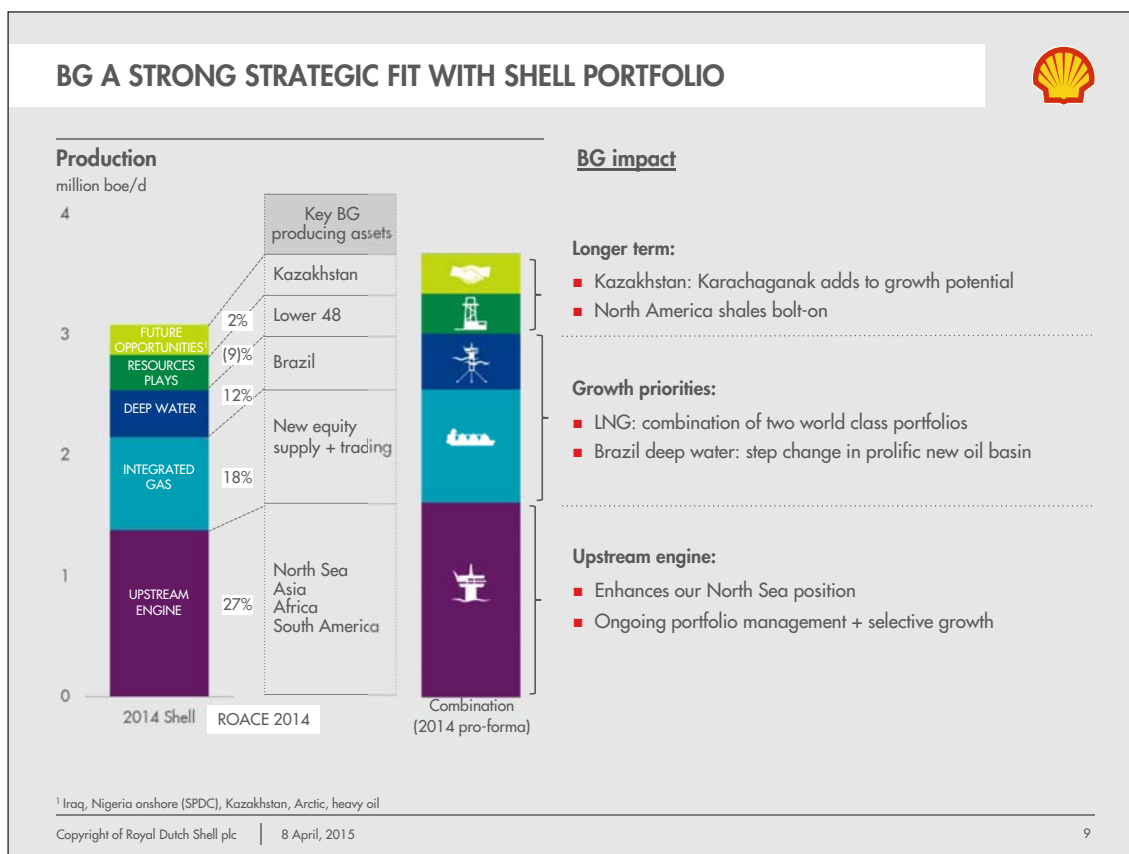
Francis Perrin

## La fusion Shell-BG

### Coup d'envoi à une vague d'acquisitions dans l'industrie pétrolière ?

L'accord entre **Royal Dutch Shell** et **BG** en vue d'une fusion entre ces deux groupes pétro-gaziers, d'une valeur de **£47 milliards (\$70 milliards** environ), est d'une très grande importance pour l'industrie pétrolière internationale en raison, d'abord, de la taille et de la puissance de ce futur ensemble si aucun obstacle ne vient s'opposer à la concrétisation de cet ambitieux projet attendue pour le début 2016 après l'approbation des actionnaires des deux compagnies et des autorités de la concurrence. Sur la base des données 2014, la fusion augmenterait les réserves prouvées de Shell d'environ 25% à **17 milliards de barils équivalent pétrole (bep)** et sa production de 20% à **3,7 millions de bep/j**. Le cash flow aurait été de **\$52 milliards** l'an dernier, ce qui aurait classé le groupe Shell/BG au premier rang des grandes sociétés pétrolières. Les investissements du futur ensemble seraient **inférieurs à \$40 milliards** en 2016 et diminueraient encore en 2017. Des ventes d'actifs de **\$30 milliards** sont anticipées sur la période 2016-2018 (trois ans).

Un autre aspect clé de la fusion envisagée est que les deux priorités affichées en termes de croissance future sont la **mer profonde** (plus de 10% de la production mondiale de Shell actuellement) et le **gaz naturel**, notamment le **gaz naturel liquéfié (GNL)**, qui constituent des enjeux technologiques et économiques majeurs pour les grands acteurs énergétiques. Les autres éléments qui sont particulièrement mis en avant sont un **portefeuille amont élargi**, les **hydrocarbures non conventionnels en Amérique du Nord**, le **Kazakhstan**, le **Brésil** (mer profonde et très profonde, aval et biocarburants),



les très bonnes **complémentarités dans une quinzaine de pays** entre les deux groupes (en particulier mais pas uniquement les Etats-Unis, le Canada, le Brésil, l'Australie, l'Inde, l'Egypte, le Kazakhstan et la Tanzanie) et les capacités de **synergies**, évaluées à \$2,5 milliards par an avant impôt à partir de 2018 avec un potentiel supplémentaire qui n'a pas été quantifié. Parmi diverses opportunités de croissance, le Brésil est un exemple marquant : Shell et BG produisaient au total 130 000 barils équivalent pétrole par jour dans ce pays à la fin 2014 et leur part combinée pourrait atteindre **550 000 bep/j** d'ici à la fin de cette décennie.

Pour le **GNL**, Shell + BG contrôlerait une capacité de liquéfaction de **33 millions de tonnes par an** sur la base des données 2014 (26 Mt pour Shell et 7 Mt pour BG), ce qui augmenterait de façon très significative le rôle de leader de Shell dans ce domaine devant **ExxonMobil**. Sur cette même base, les volumes de GNL livrés étaient de **45 Mt** l'an dernier (34 Mt par Shell et 11 Mt par BG). De plus, Shell + BG aurait des participations dans **neuf terminaux de regazéification** du GNL à travers le monde. Le groupe anglo-hollandais, qui a fait du gaz l'une de ses priorités de croissance depuis de nombreuses années, avait acquis en 2013 les actifs de **Repsol** dans le GNL.

Au-delà de l'avenir du groupe Shell + BG, l'une des questions essentielles est de savoir si cette "mégafusion" donnera ou pas le coup d'envoi à une nouvelle vague d'acquisitions dans l'industrie pétrolière internationale. Rappelons que, lors de l'une des périodes précédentes de bas prix du pétrole, à la fin des années 1990 et au début des années 2000, on avait assisté à la fusion entre **Exxon** et **Mobil**, à celle entre **Chevron** et **Texaco**, aux acquisitions par **Total** de **Petrofina** puis d'**Elf Aquitaine** et à la prise de contrôle par **BP** d'**Arco** et d'**Amoco**.

Toutes les phases de chute des prix du brut ne génèrent pas automatiquement des cycles de fusions et d'acquisitions mais il peut y avoir des liens étroits entre les deux :

- La chute des prix du pétrole entraîne une baisse des bénéfices de l'industrie, ceux-ci provenant pour l'essentiel du secteur amont (exploration, développement et production d'hydrocarbures), et ce contexte pousse les entreprises à réduire leurs coûts et à rechercher des **synergies** qui peuvent être favorisées par des acquisitions importantes.
- Les grands groupes pétroliers éprouvent beaucoup de difficultés à augmenter leur production et leurs réserves, compte tenu de leur taille, et à générer une croissance interne durable et satisfaisante. Des opérations de **croissance externe** bien conçues peuvent leur permettre de progresser dans cette voie.
- Face à la montée en puissance sur la scène pétrolière mondiale des grandes **compagnies pétrolières nationales** dans les pays producteurs et des sociétés nationales de pays asiatiques, des fusions peuvent contribuer à renforcer la position concurrentielle et stratégique des entreprises privées occidentales.
- La chute des prix du brut provoque la **baisse du cours des actions des compagnies pétrolières** sur les marchés boursiers, ce qui rend les acquisitions moins coûteuses.
- Du fait de leur **puissance financière**, les grandes compagnies pétrolières ont les moyens de réaliser de grandes opérations de croissance externe en dépit de la baisse de leurs résultats en 2014 (et en 2015).

La chute des prix fournit donc aux compagnies à la fois des mobiles et une opportunité comme on le dit dans les bonnes enquêtes policières. Cela dit, l'expérience enseigne que toutes les fusions ne sont

pas forcément de grands succès, que les synergies affichées a priori ne sont pas toujours réalisées, que les combinaisons industrielles intéressantes sur le plan théorique se heurtent souvent à des questions humaines et organisationnelles, voire à des chocs de culture d'entreprise, qui compliquent la concrétisation de plans savamment élaborés au niveau des états-majors, et que certaines opérations peuvent provoquer des réactions hostiles de la part des autorités de la concurrence.

Par contre, la problématique des acquisitions est beaucoup plus large que celle des grandes fusions évoquées ci-dessus car elle inclut aussi la prise de contrôle de cibles de plus petite taille et le rachat d'actifs et de participations et pas seulement celui d'autres firmes. Le renforcement ou la création de partenariats avec divers acteurs pétroliers est aussi une autre option, qui n'exclut d'ailleurs pas la croissance externe. Il y a donc plusieurs possibilités qui s'offrent à l'industrie. En résumé, aucune obligation de marcher dans les pas de Shell et de BG, une marge de choix réelle mais de fortes tentations.

Francis Perrin

☞ *Sur **Shell** et **BG**, voir aussi **Egypte** en page 35 dans ce numéro. Sur **Shell**, voir **Document** en page 42.*